



Distr. : GENEERALE  
5 septembre 2001

**Original: Français**

---

## **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Deuxième réunion du Comité de l'information  
pour le développement

Addis-Abeba, (Ethiopie)  
4 -7 septembre 2001

### **PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE DANS LES PAYS MEMBRES D'AFRISTAT**

**RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES  
POUR LE SUIVI DE LA PAUVRETE**  
Atelier organisé par la Commission Economique pour l'Afrique et PARIS 21  
Addis-Abeba, le 3 septembre 2001

**PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE  
DANS LES PAYS MEMBRES D'AFRISTAT**

Communication présentée par:  
**Dorothée Ouissika, Présidente**  
du Comité de Direction d' AFRISTAT

## INTRODUCTION

Depuis l'adoption par la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) du Plan d'Action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique (PAAA), plusieurs initiatives ont été prises çà et là en faveur de la statistique africaine parmi lesquelles la création, en 1993, de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT).

Au terme de l'article 2 du traité portant sa création, « AFRISTAT a pour objectif de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les Etats Membres et de renforcer leurs compétences dans ce domaine. Il collabore avec les organismes nationaux de statistique des Etats membres et leur apporte son soutien pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information statistique de base et pour la réalisation d'analyses et de synthèses macroéconomique (...).

Au delà de ces compétences, le Conseil des Ministres institué en application de l'article 8 du présent traité peut décider, dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 ci-après, la mise en œuvre par AFRISTAT d'actions communes si les objectifs des actions envisagées ne peuvent pas être mieux réalisés au niveau d'AFRISTAT, conformément au principe de subsidiarité. »

Les principaux appuis apportés par AFRISTAT concernent donc:

- le renforcement des capacités de gestion des systèmes statistiques nationaux (notamment des Instituts Nationaux de Statistique) par des actions de formation/sensibilisation et l'élaboration d'outils appropriés;
- l'appui technique aux organismes d'intégration régional à bâtir des programmes statistiques adaptés à leurs besoins spécifiques;
- la définition d'un cadre stratégique régional pour le développement coordonné et durable des systèmes statistiques nationaux.

La réalisation de ces objectifs s'est traduite respectivement par:

- l'organisation des séminaires ateliers à l'intention des directeurs des Instituts Nationaux de Statistique (INS);

- l'élaboration et le suivi des programmes sous-régionaux notamment le Programme Appui Régional Statistique ( PARSTAT ) dans les pays de l' Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et le Programme Statistique Biennal (PSB) des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC);

- l'élaboration du Programme Statistique Minimum Commun (PROSMIC) 2001-2005. Initialement conçu comme un programme d'actions, le PROSMIC est désormais, en raison des difficultés de financement, un cadre de développement statistique à moyen terme dont les Etats membres doivent prendre en compte dans leur programme d'activités. En cela, le PROSMIC constitue l'essentiel des perspectives de développement statistique dans les pays d'AFRISTAT dont la présente communication présente les principales lignes.

## **1- CONTENU DU PROSMIC**

Le PROSMIC, dont le coût s'élève à 14.248 millions de FCFA soit 21,7 millions d'Euros, est donc une plate forme minimale pour le développement de la statistique dans les Etats membres au cours de la période 2001-2005. Il renferme les priorités statistiques définies sur la base d'un diagnostic des systèmes statistiques nationaux et des besoins réels en données à la fois par les producteurs et les utilisateurs des données statistiques.

Le PROSMIC couvre six domaines prioritaires auxquels sont assignés des objectifs spécifiques, des résultats attendus et assortis des activités à mener. Toutefois, tenant compte de l'existant, une identification des appuis additionnels nécessaires à chaque pays pour mener à bien les activités a été faite.

Le PROSMIC repose sur:

- la coordination statistique afin d'établir un cadre institutionnel approprié et fonctionnel avec des liens bien définis entre les producteurs statistiques d'une part et entre les producteurs et les utilisateurs d'autre part. C'est ainsi que le PROSMIC met l'accent sur la mise en place d'un système statistique intégré, l'adoption et la mise en œuvre de plans nationaux de développement statistique et l'utilisation des concepts, définitions et nomenclatures harmonisés.

- **les comptes nationaux** en vue de leur modernisation et de disposer d'un cadre synthétique, cohérent et harmonisé de l'activité économique répondant aux besoins des gouvernements, des bailleurs de fonds pour le suivi des programmes et réformes économiques.

- **la conjoncture économique et sociale** pour le suivi régulier de la situation économique et sociale. Le PROSMIC vise la production et la publication d'une information complète et à jour.

- **la diffusion de l'information statistique** pour garantir une pleine accessibilité des statistiques aux utilisateurs en se référant au Système Général de Diffusion des Données (SGDD) proposé par le Fonds Monétaire International (FMI) et en mettant à profit les nouvelles technologies.

- **les statistiques pour le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté** particulièrement le renforcement des capacités de traitement, d'analyse et de publication des statistiques de l'éducation et de la santé issues des sources administratives.

- **les statistiques agricoles** notamment le développement d'un système d'informations agricoles performant en collaboration avec les organismes spécialisés.

## **2- MISE EN OEUVRE DU PROSMIC DANS LES ETATS**

Adopté le 19 septembre 2000 par le Conseil des Ministres, le PROSMIC est en vigueur depuis le 1er janvier 2001. Il est donc tôt d'envisager une évaluation de ce programme. Néanmoins, on peut retenir qu'à ce jour:

- les INS de la plupart des pays revoient leur cadre institutionnel pour plus d'autonomie et d'efficacité ou renforcent l'existant. Il s'agit entre autres du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad, du Mali, du Sénégal et du Congo. Le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie ont des statuts d'institutions autonomes;

peu de pays ont élaboré des plans de développement statistique à moyen terme à l'exception

- de la Côte d'Ivoire et de la Mauritanie qui disposent de schémas directeurs
- du Mali et du Tchad qui sont en cours d'élaboration;

- des démarches sont en cours dans beaucoup de pays pour l'amélioration des comptes nationaux et des méthodes de prévision économique;

- des projets sont en cours dans beaucoup de pays pour l'amélioration de la collecte des données et de construction des bases de données;

- sous l'impulsion du FMI, les pays adhérent au SGDD, les Etats de l'UEMOA ont bénéficié d'un séminaire de formation sur l'élaboration des méta-données en avril 2000; un séminaire similaire sera organisé en début 2002 pour les Etats de l'Afrique Centrale.

### **3- CONTRAINTES DE LA MISE EN OEUVRE DU PROSMIC**

La contrainte majeure à laquelle sont confrontés les systèmes statistiques nationaux est le faible engagement des gouvernements se traduisant par le niveau de financement et d'appropriation des activités mises en oeuvre pour le développement statistique.

La plupart des activités en cours dans les Etats sont largement dépendante des financements extérieures qui sont de plus en plus assortis de conditionnalités de progrès en matière de démocratie et de bonne gouvernance.

### **CONCLUSION**

Le PROSMIC 2001-2005 a posé les jalons du développement statistique en ce qui concerne notamment le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux dans les domaines prioritaires ainsi que pour l'amélioration de la comparabilité des données.

Toutefois, une amélioration des niveaux de production des systèmes statistiques est fondamental pour permettre une bonne exécution du PROSMIC et répondre efficacement aux nouveaux défis de l'Initiative PPTE, de la Stratégie de Réduction de la pauvreté et de la surveillance multilatérale.